

L'Afrique dans la gouvernance économique et financière mondiale

Par Jean-Michel Severino (gérant de *Investisseurs & Partenaires*) et Pierrick Baraton (économiste chez *Investisseurs & Partenaires*)¹

En moins de dix ans, les perceptions relatives à l'Afrique se sont étonnamment transformées. Dans les années 1990, le continent était unanimement perçu comme le fonds de panier du monde, un agrégat indifférencié de pays en situation d'échec profond et sans doute définitif, affligés par une pauvreté absolue et des conflits incessants. Ces pays subissaient une tutelle économique et politique des anciennes puissances coloniales – et de l'Union Soviétique du temps de sa splendeur – comme des institutions de Bretton-Woods. Considéré comme vide, pauvre et rural, le continent subsaharien ne pouvait jouer aucun rôle dans l'avenir de notre planète. A peine pouvait-on craindre les impacts éloignés des conflits qui l'agitaient, et s'intéresser, à la marge, à ses ressources minières ou pétrolières. Seule l'Afrique du Sud échappait à cette vision pessimiste, compassionnelle et superficielle – la partie Nord du continent appartenant davantage à l'univers méditerranéen qu'africain proprement dit.

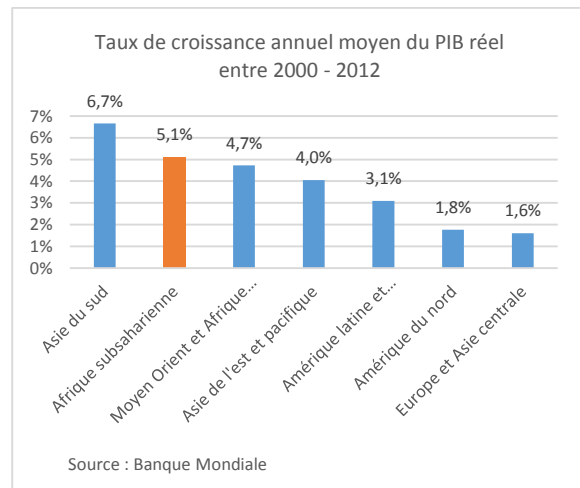
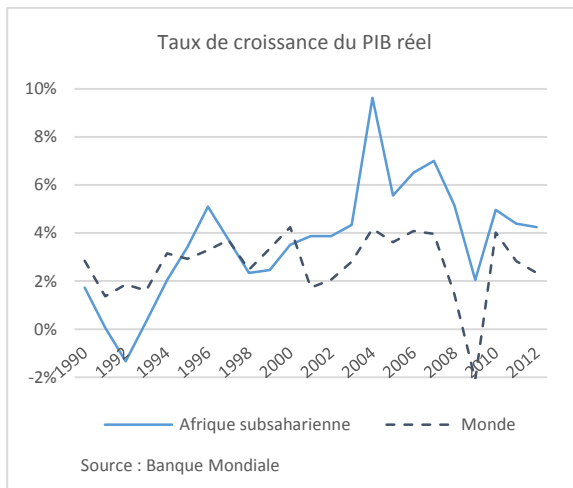
La fin des années 2000 a vu les investisseurs du monde entier se précipiter vers ce qu'ils considèrent désormais comme la nouvelle frontière émergente. L'Afrique est le continent du monde où les investissements étrangers progressent le plus. La presse et les médias se font continuellement les témoins de ses transformations. Ils minimisent ou relativisent désormais les crises politiques persistantes. La crise mondiale des ressources naturelles place l'Afrique au cœur des préoccupations d'une proportion croissante d'acteurs politiques et économiques. On voit dans ce continent le remplaçant futur de la Chine et des pays d'Asie du Sud Est dans la chaîne de valeur manufacturière mondiale, ainsi qu'une solution structurelle aux déséquilibres macroéconomiques planétaires. Les visites des grands de ce monde s'y succèdent. La Chine en a fait un de ses objectifs extérieurs premiers : c'est à l'Afrique que le nouveau président de la République Populaire a consacré son premier voyage hors de son pays.

Que s'est-il donc passé ? Quelles sont les conséquences géopolitiques de cette transformation ? Cet article tentera de lever un voile sur ce que le continent africain nous réserve. Bien entendu, nul ne peut prétendre pré-écrire le destin mondial. Mais l'éveil de l'Afrique introduit des cartes nouvelles dans le jeu de poker, assurément menteur, de la géopolitique planétaire. S'il n'est pas possible de savoir comment elles seront jouées, il est possible d'indiquer comment elles sont distribuées.

Le grand renversement

Depuis les années 2000, l'Afrique subsaharienne étonne par sa vigueur économique. Elle est aujourd'hui une des zones les plus dynamiques du monde. Avec une croissance du PIB de 5,1% en moyenne par an, elle n'est devancée que par l'Asie de l'Est. Parmi les dix pays du monde dont la croissance économique a été la plus rapide entre 2000 et 2010, cinq se trouvent en Afrique subsaharienne : la Guinée Equatoriale (12,3% par an), l'Angola (9,3% par an), le Tchad (8,8% par an), le Nigéria (7,4% par an) et l'Ethiopie (6,9% par an). Les prévisions du FMI pour 2014 et 2015 font même état d'une accélération de la tendance.

¹ Cet article a été réalisé avec le concours de la Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Développement International (FERDI)



Des facteurs de croissance très structurels

La croissance de l'Afrique subsaharienne est alimentée par trois facteurs principaux. Tout d'abord le contexte macroéconomique s'est sensiblement assaini. Fruit des politiques d'ajustement structurel, le taux d'inflation est passé sous la barre des 10% depuis 2004 (contre 27% sur la période 1990-2000). L'endettement extérieur des Etats a fortement diminué grâce à l'initiative « pays pauvres très endettés » et au renforcement des administrations nationales (l'endettement des Etats ne représentait plus que 22% du PIB en 2012 contre 63% en 2002). Les économies ont été profondément libéralisées, en interne comme en externe, le secteur public contracté violemment, tandis que l'environnement des affaires s'améliore continuellement (par exemple, les délais pour faire enregistrer ses droits de propriétés ont été divisés par deux sur les 10 dernières années²).

La hausse des prix des produits de base a également joué un rôle important. Sous l'effet d'une demande croissante des pays émergents en matières premières, les termes de l'échange des pays d'Afrique subsaharienne ont augmenté de 79% depuis 2000³.

Cependant, l'exportation des ressources naturelles n'est pas le principal moteur de la croissance économique. Ainsi la Banque Africaine de Développement estime à 35% la contribution des ressources naturelles à la croissance économique du continent depuis les années 2000⁴, et le Fonds monétaire international⁵ souligne que les pays faiblement dotés en ressources naturelles ont également connu une croissance économique significative.

De nouveaux éléments contribuent donc à cette embellie économique. Une demande intérieure émerge sous l'impulsion de la consommation des ménages (la consommation privée des ménages par habitant a augmenté de 25% depuis 2000⁶) et de l'investissement des entreprises. Ces débouchés inédits permettent au secteur privé africain de se présenter comme un relais de croissance. L'entrée dans l'ère du « dividende démographique » (l'amélioration du rapport actif sur inactif lié à l'amorce de la baisse de la natalité), la densification des territoires et l'urbanisation sont également trois phénomènes aux bénéfices économiques prodigieux.

Certains objectent que la croissance du continent s'accompagne de faibles gains de productivité, ce qui revient à dire que le processus d'industrialisation est limité. Le récent rapport du think-tank

² Doing Business Indicators (2014)

³ World bank indicators

⁴ Perspectives économiques en Afrique – Transformation structurelle et ressources naturelles, OCDE (2013)

⁵ Perspectives Economiques Régionales – FMI octobre 2013

⁶ World bank indicators

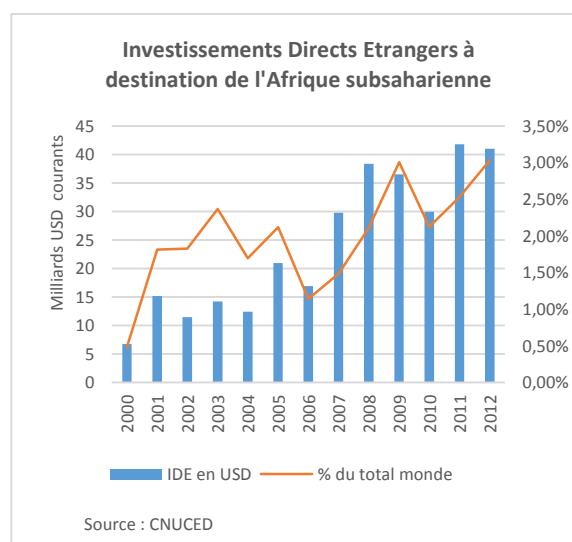
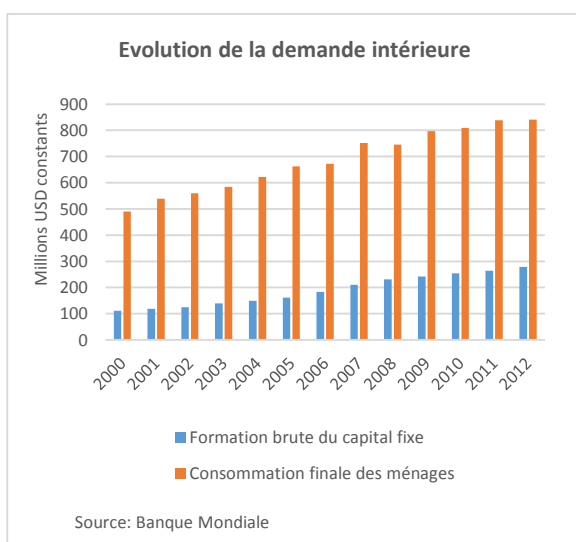
ghanéen African Center for Economic Transformation (ACET)⁷ montre ainsi l'importance du processus de désindustrialisation qui a frappé l'Afrique dans les trente dernières années, ainsi que la faiblesse de la transformation productive dans les pays bénéficiaires de revenus des ressources naturelles. Mais ces réalités doivent être mises en perspective avec la croissance des investissements asiatiques dans le secteur manufacturier, particulièrement en Afrique orientale, et avec l'élévation continue des investissements internationaux en dehors des industries extractives.

Par ailleurs, la perception de la faiblesse des gains de productivité doit être nuancée. L'Afrique subsaharienne n'est pas en marge des progrès technologiques. Par exemple, c'est le marché dans le monde affichant la plus forte progression des téléphones mobiles. En 2012, on estimait à 60% la proportion d'Africains ayant un téléphone mobile, 50% de plus qu'il y a 3 ans. Ce développement se fait sous l'impulsion d'investissements importants dans les télécoms (huit milliards de dollars sont investis par an depuis 2000 sous forme de partenariat public/privé⁸). La diffusion à grande échelle de cette nouvelle technologie permet le développement de nouveaux services notamment en trait avec l'intermédiation financière, comme en témoigne le succès du *mobile banking*.

Une explosion des investissements privés

La dynamique africaine a par ailleurs commencé à changer la perception des investisseurs internationaux sur les perspectives du continent africain. Les investissements directs de l'étranger (IDE) ont été multipliés par 6 depuis 2000, s'élevant à 41 milliards de dollars en 2012, soit 3% du total des IDE mondiaux. Bien que relativement faible, cette proportion connaît elle aussi une forte augmentation.

Dans ce contexte d'émulation économique, le capital-investissement devient un acteur significatif du financement du secteur privé. Les fonds levés à destination de l'Afrique subsaharienne ont été multipliés par 15 entre 2002 et 2008⁹ et les montants investis par 5,5 (représentant respectivement 2,2 milliards USD et 2,9 milliards USD). Ces investissements se dirigent de manière croissante vers le secteur agro-industriel et manufacturier, ainsi que les infrastructures, même si les industries extractives continuent à représenter une part importante d'entre eux. De nouveaux gains de productivité sont donc en train de se construire progressivement.



⁷ Growth with Depth, African Center for Economic Transformation, 2014

⁸ World Bank Indicators

⁹ Emerging Market Private Equity Association

Des impacts profonds à venir sur l'ordre économique mondial

L'importance de ces transformations ne doit pas masquer le fait que l'Afrique reste affligée par la misère et le retard du développement. Peu de ses pays atteindront les objectifs du millénaire pour le développement en 2015¹⁰, et on estime à 390 milliards USD les investissements en infrastructures nécessaires à moyen terme pour pérenniser la croissance économique¹¹.

La croissance du sous-continent demeure par ailleurs affectée par nombre de risques importants, de nature politique (persistance de la conflictualité), environnementaux (réchauffement climatique, pressions sur les ressources naturelles) ou macroéconomique (exposition à la volatilité des cours des matières premières). Enfin, la croissance reste inégale entre les pays, tandis que les inégalités internes ont tendance, comme on peut s'y attendre, à s'accroître.

Malgré ces précautions, et ces limites, un scénario central qui pérenniserait sur longue période une croissance de 5 à 6% est crédible quand on considère la force des facteurs structurels sous-jacents du continent. Une amélioration nouvelle des politiques économiques, comme une augmentation de l'investissement en infrastructures, pourraient contribuer à accélérer ce taux de croissance. Ce scénario, combiné à la puissance du souffle démographique, est suffisant pour générer d'importantes conséquences mondiales.

Le basculement du centre de gravité économique mondial

L'Afrique va constituer une des cartes les plus significatives des trente prochaines années dans la redistribution du jeu économique mondial. Les tendances économiques et démographiques que nous constatons vont contribuer au basculement du « centre de gravité de l'économie mondiale » des pays industrialisés vers les pays en développement. Sous l'effet d'une forte demande en matières premières et d'une délocalisation croissante des industries de main-d'œuvre des pays d'Extrême-Orient, les pays d'Afrique subsaharienne devraient être parmi les principaux bénéficiaires de ce phénomène.

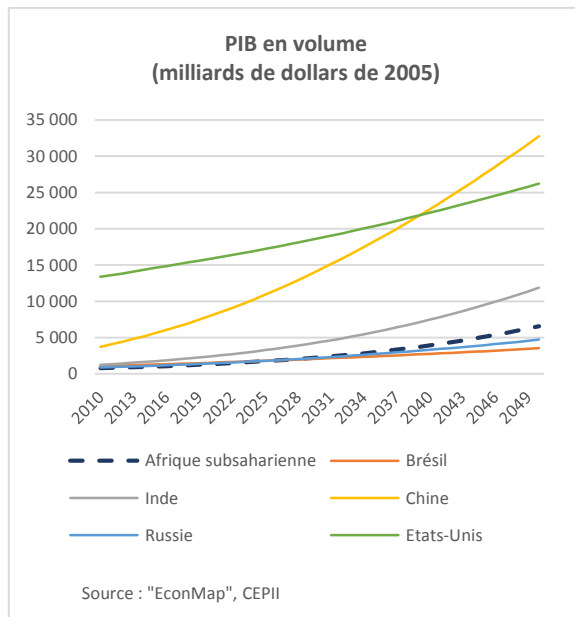
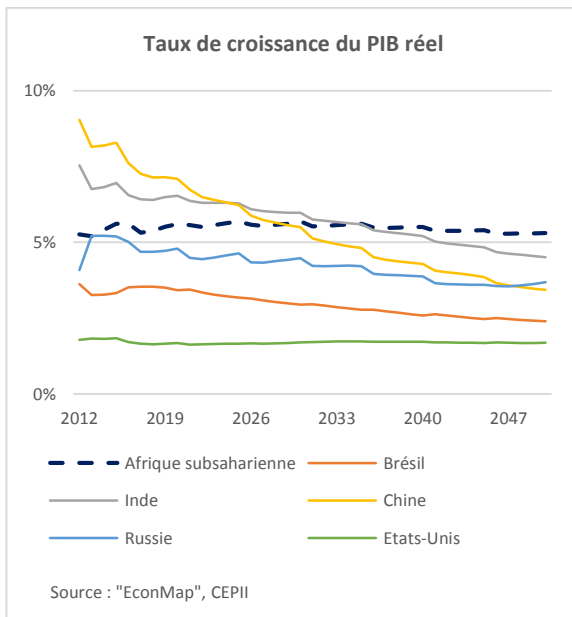
D'ici 2050, la taille de l'économie du G20 devrait quadrupler et atteindre 160 mille milliards de dollars (valeur réelle) sous l'effet principalement de la croissance de six pays : le Brésil, la Chine, l'Inde, la Russie, l'Indonésie et le Mexique¹². L'Afrique subsaharienne devrait simultanément voir son PIB multiplié par 7 pour atteindre quelque cinq mille milliards de dollars en 2050, soit le niveau actuel du PIB chinois. Avec un taux de croissance économique supérieur à 5%, elle devrait devenir la région la plus dynamique économiquement.¹³ Elle pèsera plus que le Brésil, plus que la Russie et à peine moitié moins que l'Inde, selon les scénarii à long terme du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII).

¹⁰ Rapport OMD 2013 - Banque Africaine de Développement

¹¹ Program for Infrastructure Development in Africa: Transforming Africa through Modern Infrastructure

¹² Fouré, Jean, Agnès Bénassy-Quéré, et Lionel Fontagné. « The Great Shift: Macroeconomic projections for the world economy at the 2050 horizon » (2012).

¹³ Ibid.



Le plus gros pôle démographique du monde

L'Afrique va devenir le plus gros pôle démographique du monde. Il y aura 2,1 milliards d'habitants en Afrique subsaharienne en 2050, soit 55% de plus que la Chine, et 30% de plus que l'Inde.

Cette croissance démographique représente pour l'Afrique subsaharienne un immense enjeu économique et humain. Les gouvernements nationaux devront être capables de développer les services adaptés aux besoins sanitaires et alimentaires croissants de leurs citoyens, sous peine de ployer sous le poids d'un « fardeau démographique ».

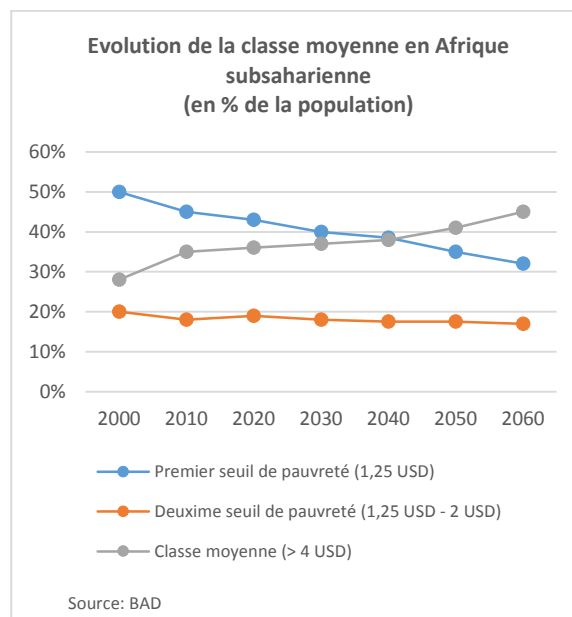
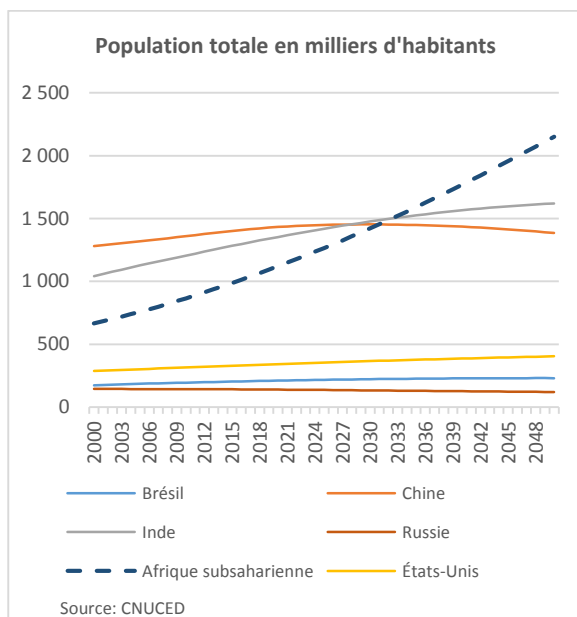
Cependant, bien accompagnée, cette croissance démographique n'en demeure pas moins une source importante d'opportunités. L'augmentation et le rapprochement des facteurs de production au sein des villes devraient générer des gains de productivité substantiels. Avec une population active estimée à 800 millions de personnes en 2050, les pays d'Afrique subsaharienne bénéficieront d'un « dividende démographique » important.

Cette pondération démographique va inéluctablement générer des conséquences mondiales multiformes que l'on peut commencer à énumérer : le nombre absolu des migrants africains dans les mouvements mondiaux va augmenter inexorablement, même si leur part relative restera faible ; l'impact des crises politiques et militaires africaines sur le reste du monde va s'accroître, même si ces dernières diminueront en fréquence ; la participation des entreprises et des personnalités africaines au business mondial va augmenter considérablement ; les cultures africaines, dont on connaît la force et la vitalité, seront omniprésentes. La représentation dans la gouvernance mondiale sera également de plus en plus importante : il ne pourra être refusé à l'Afrique subsaharienne sa participation permanente au conseil de sécurité, sa part de direction des plus importantes organisations globales etc....

Des classes moyennes qui bougeront la planète

Associée à un environnement économique assaini, cette croissance démographique représente de jeunes consommateurs avec un pouvoir d'achat en forte augmentation. La classe moyenne africaine devrait tripler et atteindre 1,1 milliard d'individus en 2060 contre 355 millions aujourd'hui. Même si pour l'instant 60% de cette classe peut être considérée comme « flottante », c'est-à-dire avec un revenu journalier entre 2 et 4 dollars, la « Global Middle Class » africaine (revenu supérieurs à 10

dollars par jour) augmentera de 90% d'ici 2030, soit 107 millions d'individus pour un marché estimé à 940 milliards de dollars (trois fois plus qu'en 1990)¹⁴.



Ces classes moyennes, demandeuses de biens durables, vont en partie adopter les modes de consommation planétaires. Les grands opérateurs de la distribution européenne et mondiale, de Walmart à Carrefour, sont en train de parfaire les plans qui vont couvrir l'Afrique de « malls » et lui apporter les marques mondiales qu'elle désire consommer.

Un marché qui va tétaniser le reste de la planète – et la France

Rappelons-le : l'Afrique subsaharienne de 2050, c'est la Chine d'aujourd'hui. Sa demande intérieure croissante fait apparaître le sous-continent comme un marché à fort potentiel, amené à polariser une partie des flux commerciaux mondiaux. Entre 2000 et 2012, ses importations en volume ont augmenté de 16% par an en moyenne, soit le double de la moyenne mondiale, et de son rythme sur la précédente décennie.

Certes, estimée à 463 milliards de dollars en 2012, ces importations ne représentent que 2% des importations mondiales, loin derrière les deux mille milliards chinois. Mais d'ici une quinzaine d'années, l'Afrique subsaharienne aura vu son marché intérieur tripler si la tendance observée se confirme. Elle sera une fraction significative du monde de demain, source d'opportunités économiques considérables. Ceci sera notamment le cas pour la France qui partage avec l'Afrique une proximité géographique, historique et culturelle importante. Ces liens particuliers se sont traduits par des parts de marché historiquement élevées, même si elles ont été en chute libre durant les dix dernières années, au profit notamment de la Chine.

Soulignons au passage l'enjeu pour nos industries culturelles : le français est la langue officielle de 22 pays d'Afrique subsaharienne dans lesquels vivront 660 millions d'individus en 2050, 8 fois plus de francophones qu'en France. Ces populations représentent un marché d'avenir pour l'industrie culturelle française pouvant jouer un rôle analogue à celui du marché états-unien pour Hollywood.

¹⁴ The emerging middle class in developing countries – OECD (2010)

Au-delà de cet exemple, de récents rapports¹⁵¹⁶ soulignent qu'il est possible de créer 200 000 emplois en France dans les cinq prochaines années, 450 000 si nous arrivons à recouvrer nos parts de marchés. Il reste encore à savoir si notre secteur financier saura tirer son épingle du jeu.

Le grenier et le sous-sol du monde

Le monde va avoir de plus en plus soif et faim. Les besoins alimentaires et énergétiques mondiaux vont continuer à exploser tandis que les conséquences du changement climatique vont se faire sentir de manière croissante. Dans ce contexte, l'ampleur des terres cultivables encore disponibles en Afrique subsaharienne, ainsi que le potentiel de gains de productivité des secteurs agricoles locaux, placent le continent africain dans une position très favorable.

L'importance des réserves hydroélectriques, de biomasse, de solaire permettront aussi au continent d'abriter une part significative de l'industrie énergétivore de la planète. De plus en plus, le « grand jeu » des matières premières va tourner autour du continent africain dans un contexte de gouvernance et de rapports de force qui va profondément évoluer à mesure que se renforcent les structures politiques et administratives africaines.

Géant économique, nain politique ?

Mais cette transformation géoéconomique peut-elle déboucher sur une profonde transformation du poids géopolitique du continent ? Cette perspective est plus douteuse, ou du moins faut-il l'envisager avec plus d'incertitudes. Pour transformer sa très vraisemblable future puissance économique, acquise avec progressivité, en poids politique et en force dans la gouvernance mondiale, le continent subsaharien va devoir composer avec des vents frontaux importants.

Les grands Balkans

Le premier des vents contraires auxquels le continent va faire face est sa décomposition en une multitude d'Etats aux nationalismes d'autant plus sourcilieux qu'ils sont récents, dans un contexte où l'histoire de la construction étatique africaine reste à écrire. L'unité africaine demeure un rêve et un mythe unificateur tenace, dont les racines s'ancrent dans les « régions réelles » au-delà des frontières. Mais l'intégration, que ce soit au niveau sous-régional ou continental, est une réponse difficile, comme en témoigne le faible acquis et les progrès lents des institutions de coopération régionale. Cependant, n'injurions pas l'avenir. Créditions le continent de la capacité de faire progresser une partie d'entre elles et de créer quelques marchés intégrés régionaux dans les prochaines décennies. Gardons un agnosticisme prudent quant à la possibilité de transformer totalement la donne en considérant quelques facteurs majeurs de difficulté.

Une hétérogénéité économique importante

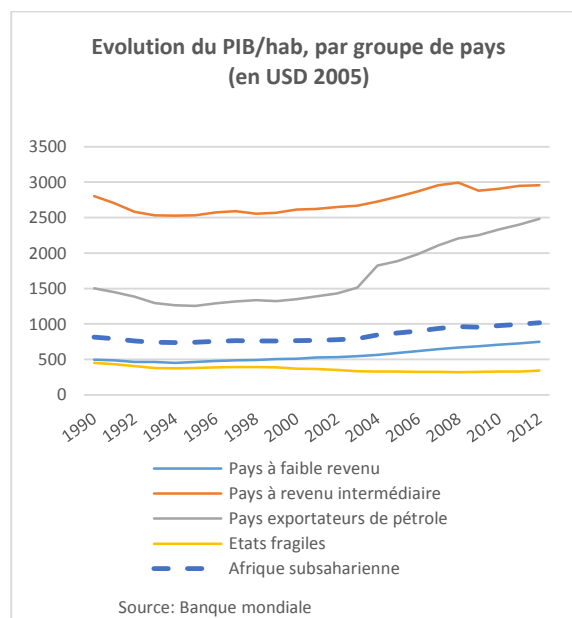
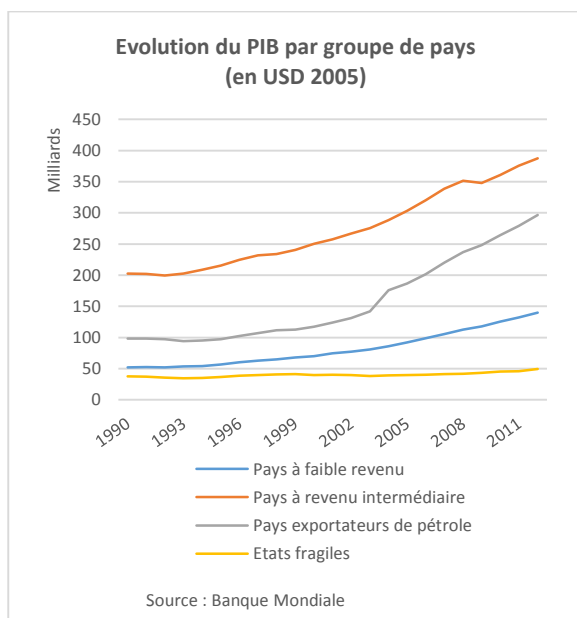
Bien que partagée par beaucoup des pays subsahariens, la croissance économique actuelle n'en demeure pas moins hétérogène. Cette tendance va contribuer à accentuer les divergences que nous pouvons déjà constater entre les différents groupes de pays. Ainsi, les pays à revenu intermédiaire¹⁷, comme l'Afrique du Sud, le Ghana, le Sénégal, ont vu leur économie croître de 3% par an, en termes réels, en moyenne ces 20 dernières années, contre 1,3% pour les Etats fragiles (Guinée, Libéria, Togo etc.).

¹⁵ Un partenariat pour l'avenir : 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France. Rapport au ministre de l'économie et des finances. (2013)

¹⁶ L'Afrique est notre avenir. Rapport d'information du Sénat. (2013)

¹⁷ La distinction entre « Pays exportateurs de pétrole », « Pays à revenu intermédiaires », « Pays à faible revenu » et « Etats fragiles » est une classification faite par le Fonds Monétaire International.

Ce différentiel de croissance illustre qu'une partie importante du continent demeure en retrait des autres nations sur la voie du développement économique et humain. Dans ces pays, souvent en situation de conflit ou post-conflit, la pauvreté n'a pas reculé, mais seulement ralenti. Représentant 25% de la population mais seulement 6% du PIB de la zone subsaharienne, ces « Etats fragiles » incarnent le risque de demeurer des « Etats faillis », avec les conséquences en termes d'instabilité régionales et internationales que l'on connaît.



Hétérogénéité démographique et politique

Cette hétérogénéité se retrouve également dans les évolutions démographiques. D'ici 2050, la population subsaharienne aura augmenté de 1,1 milliards d'habitants, faisant émerger de grandes zones de peuplement. Nous pouvons distinguer trois profils de pays selon leur poids démographique et économique.

Le premier profil est celui des « géants », ceux qui compteront une population supérieure à 100 millions d'habitants en 2050.

Avec 440 millions d'habitants, et 29% du PIB continental, le Nigéria sera le champion incontesté de l'Afrique subsaharienne. Puissance démographique et détenteur d'importantes réserves pétrolières (40% des réserves pétrolières du continent, 3% des réserves mondiales), il est possible que cet Etat puisse jouer un rôle comparable à celui du Brésil à l'heure actuelle. En miroir de ce pilier ouest-africain, une zone de 520 millions d'habitants émergera en Afrique de l'Est, composée de l'Ethiopie (190 millions), de la Tanzanie (130 millions), de l'Ouganda (104 millions) et du Kenya (100 millions). Au centre du continent, la République Démocratique du Congo (RDC) dépassera les 150 millions d'habitants.

Ces pays auront une taille critique pour s'affirmer de manière indépendante de leur environnement régional, dans un monde qui sera quant à lui majoritairement marqué par la décroissance démographique. Leur tendance à la coopération régionale sera d'abord déterminée par leur capacité à renforcer leur hinterland et à transformer leur poids régional ou continental en influence réelle. Sur ce plan, la relative égalité de puissance des pays de la zone économique de l'Afrique de l'Est devrait leur permettre de passer des compromis et de tirer parti de cette situation exceptionnelle pour continuer à construire une zone intégrée de niveau mondial. Cependant, de par leur taille, ces pays feront face à des défis très importants. Le Nigéria devra par exemple réussir à convertir sa rente

pétrolière en infrastructures performantes, notamment urbaines. Lagos, sa capitale économique, comptera environ 35 millions d'habitants en 2050, posant des problèmes d'assainissement et de densification sur une superficie déjà équivalente à celle de Paris et de sa petite couronne.

Parmi ces zones majeures de peuplement, la RDC est celle pour qui l'évolution apparaît la plus incertaine. L'immensité de son territoire (quatre fois la France, recouvert à 70% par la forêt tropicale), et la concentration de zones de peuplement et de ressources naturelles dans des régions éloignées du pouvoir central de Kinshasa, soulèvent un ensemble de questions sur le caractère gouvernable de ce pays.

Le second profil correspond au groupe de pays dont la population évoluera entre 40 et 60 millions d'habitants. Cette taille moindre leur permettant de profiter d'un développement rapide, ils auront un poids politique majeur sur le continent. Ce sera le cas du Ghana, de la Côte d'Ivoire, de l'Angola etc. Sans pouvoir espérer jouer un rôle mondial autonome du destin du continent, ils seront d'importants pôles politiques et économiques, les « Thaïlande » de l'Extrême Orient, farouches partisans de l'intégration économique dans laquelle ils verront une condition d'exploitation favorable d'un marché intérieur de grande taille sur lequel ils seront plus manœuvrant que les « géants ».

L'Afrique du Sud est un cas particulier de ces Etats intermédiaires. Actuellement pays le plus développé de l'Afrique subsaharienne, il est possible qu'elle perde son leadership sous l'effet de la baisse de ses ressources minières et de la montée en puissance du Nigéria. De 34% actuellement, la part de son économie dans le PIB subsaharien devrait ainsi tomber à 16% d'ici 2050. La transformation de son appareil productif nécessitera des investissements importants en infrastructure, notamment afin de mieux valoriser son littoral et de devenir une économie côtière bien intégrée dans les marchés mondiaux¹⁸. Se posera également la question de sa capacité à se spécialiser dans un rôle de place financière. Cette transition économique devra s'opérer sur fond de tension sociale dans un des pays les plus inégalitaires du monde et où une personne sur 8 est atteinte du SIDA.

Enfin, nous pouvons distinguer un troisième groupe composé de pays de moins de 30 millions d'habitants en 2050, et dépourvus de ressources extractives importantes. Ces Etats, de par leur taille restreinte, pourraient connaître une prospérité notable. Cependant, aucun d'entre eux ne disposera des arguments démographiques ou miniers nécessaires pour jouer un rôle d'importance sur l'échiquier continental, et encore moins international.

Hétérogénéité géopolitique

Le monde extérieur, et les africains eux-mêmes, ont pris l'habitude de distinguer principalement une Afrique anglophone et une Afrique francophone, flanquée d'une zone plus modeste lusophone et d'une enclave hispanophone. Cette conception, nourrie d'histoire coloniale et de culturalisme, risque de s'affaiblir au profit d'autres grilles de lecture. L'une d'entre elles a commencé à se fabriquer depuis une dizaine d'années, et pourrait continuer à structurer de plus en plus le continent.

D'un côté, en effet, on peut observer la naissance d'une sphère de coprosperité « afro-asiatique », composée des pays bordés par l'océan Indien et de leur hinterland. Pour des raisons géographiques, historiques et culturelles, elle lie les populations riveraines de l'Océan Indien, voire du Pacifique, aux réseaux récents de la Chine. S'appuyant sur des mouvements de population et des diasporas, cette zone accueillerait de manière prioritaire les entreprises asiatiques désireuses de préserver leurs marges dans un contexte d'augmentation du niveau de vie et des coûts salariaux en Asie. Cette zone,

¹⁸ « L'Afrique dans 50 ans, vers une croissance inclusive » - Banque Africaine de Développement (2011)

aussi richement dotée que l'Afrique centrale en termes agricoles et miniers, mais plus stable que cette dernière, sera l'objet de tous les soins de la politique chinoise, qui y englobera le Soudan.

Une seconde sphère, « afro-atlantique » cette fois, émergerait de l'autre côté du continent. Moins touchée par la sous-traitance indienne et chinoise, cet ensemble accueillerait de manière plus particulière les investissements américains (Etats-Unis, Brésil) et européens. Dans le cadre d'une plus vaste zone de prospérité atlantique, elle serait spontanément davantage tournée vers les marchés européens et américains du Nord et du Sud. Alors que la première serait quasi exclusivement anglophone, à l'exception peut-être du Mozambique qui aura vocation à s'y intégrer, la seconde sera plus mixte culturellement, à la fois francophone, anglophone (Ghana, Nigéria...), lusophone (Angola, Cap Vert) et hispanophone.

Bien entendu, le continent restera travaillé par les grands compétiteurs mondiaux, qui s'y implanteront de manière générale et transversale. Les zones d'influence historique coloniale conserveront encore longtemps du sens. Les héritages linguistiques seront de puissants facteurs d'union, et de désunion. Mais le continent africain est vaste et ses réseaux diversifiés dans des directions différentes. De nouvelles polarisations géo-économico-politiques vont naître et le diviser en des failles et des structures qu'il sera difficile de combler totalement.

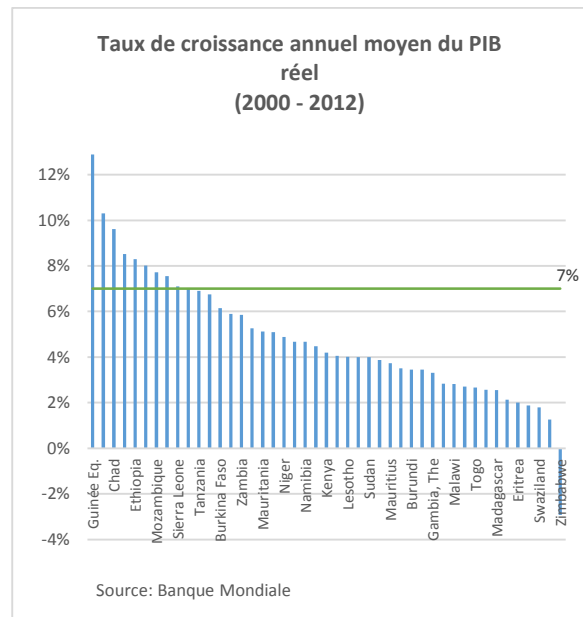
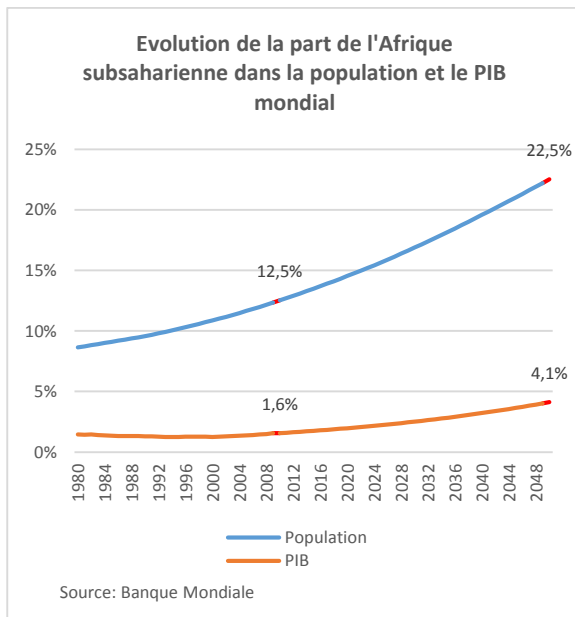
Le géant aux pieds fragiles

L'hypothétique traduction de la richesse démographique et minière de l'Afrique subsaharienne en une puissance politique s'explique également par l'ampleur des défis de développement qu'il lui reste à relever. Forte de son dynamisme économique en 2050, elle ne représentera néanmoins que 4% de l'économie mondiale, contre 23% de la population, et sera confrontée à des problèmes majeurs affaiblissant sa capacité à émerger sur le plan politique. Passons en revue quelques uns des plus frappants de ces défis.

Retard dans la transition démographique

Le premier d'entre eux risque d'être le revers de l'atout gigantesque que représente son évolution démographique. Avec 5,2 enfants par femme en moyenne contre 2,2 pour le reste du monde, l'Afrique subsaharienne accuse toujours un retard important en termes de transition démographique. Autant l'entrée dans l'ère du « dividende démographique » est un puissant accélérateur de croissance, autant la lenteur des pays subsahariens à s'y engager va demeurer une limite importante à la réduction de la pauvreté. Ainsi, on estime à 7%¹⁹ le taux de croissance économique annuelle nécessaire pour qu'il y ait une réduction significative de la pauvreté. Même si beaucoup de pays jouissent d'une embellie économique importante, ils sont peu nombreux pour l'instant à avoir atteint ce palier.

¹⁹ « Comment Bénéficiaire du dividende démographique » - Agence Française de Développement (2011)



Ces chiffres soulignent que la croissance économique actuelle n'est pas suffisante. Cette situation implique la subsistance, très longtemps, d'une fraction significative de la population au-dessous, respectivement, du seuil de pauvreté de 1,25 dollars par jour et par personne, et du seuil de 2 dollars qui concrétise l'entrée dans une classe moyenne « flottante ». Cette situation pèsera sur la capacité des Etats africains à se projeter sur la scène politique internationale en leur interdisant les moyens diplomatiques et militaires de la puissance, mais aussi en les fragilisant sur le plan intérieur, social et politique.

La question égalitaire

La relative faiblesse de la croissance par tête sera politiquement démultipliée par l'accroissement des inégalités intérieures aux pays. La croissance économique se trouve actuellement très inégalement répartie, concentrée dans certains secteurs et zones géographiques, accentuant les inégalités économiques et sociales. Cette tendance semble commune à l'ensemble de la zone géographique. L'Afrique est ainsi devenue la région la plus inégalitaire au monde derrière l'Amérique Latine. Parmi les dix pays au monde où les inégalités se sont accentuées ces dix dernières années, six sont en Afrique²⁰ : Namibie, Afrique du sud, Lesotho, Botswana, Sierra Leone et République Centrafricaine.

Ces inégalités sont d'autant plus dangereuses qu'elles peuvent recouper des clivages communautaires, culturels, ethniques... et se transformer en causes de conflits internes ou régionaux. La transformation des inégalités en mouvements de classe, fondés sur des bases ou justifications idéologiques, est encore loin devant en Afrique. L'univers du communautarisme est plus susceptible de continuer à inspirer des entrepreneurs de guerre, construisant des argumentaires mobilisateurs de nature ethnique, par exemple, pour justifier des formes de conflictualité en fait économiques, et qui seront attisées par la concurrence grandissante dans l'accès aux ressources naturelles.

La persistance de la conflictualité, sous des formes qui vont sans doute continuer à évoluer, est donc hautement probable. Elle sera fortement alimentée par la montée des inégalités. Sous l'effet du changement climatique, les flux migratoires que nous connaissons déjà, comme ceux des populations sahéniennes vers les pays côtiers, auront tendance à s'intensifier²¹. Pour les pays qui ne possèdent pas

²⁰ « Inégalités de revenus en Afrique » - Banque Africaine de Développement (2012)

²¹ Dadush (2010) : "In 2050, A World Transformed"

les infrastructures adaptées, ces mouvements de population représentent des risques très importants d'instabilité politique.

La question urbaine

La vigueur de l'urbanisation, unique par son rythme et son ampleur, va aussi peser fortement sur la capacité de l'Afrique à se projeter en termes de puissance.

La démographie africaine soulève en effet la question de la capacité des autorités locales à loger, déplacer, soigner, nourrir 1,3 milliards de personnes supplémentaires d'ici 2050. L'urbanisation du continent est rendue particulièrement complexe par la coexistence des institutions coutumières et formelles qui génèrent une définition floue des droits fonciers.

Paradoxalement, les villes subsahariennes risquent également d'être trop petites pour être compétitives par rapport aux métropoles internationales. En effet, plus une ville est importante, plus les coûts unitaires (comme les infrastructures) sont amortis. Ainsi, on estime qu'une ville de dix millions d'habitants supporte des coûts unitaires inférieurs d'environ 40 % par rapport à ceux que supporterait une ville de 100 000 habitants²². Pour que l'Afrique subsaharienne soit compétitive à l'échelle mondiale, il faudra que les métropoles africaines soient beaucoup plus grandes qu'aujourd'hui²³. L'urbanisation en Afrique subsaharienne est donc confrontée à un double défi : viabiliser et croître.

Le déficit de biens et services publics en zone urbaine risque d'accentuer le caractère inégalitaire de la croissance économique que nous observons. Congestionnée, les villes pourraient ne plus être capables de jouer leur rôle de « creuset social » et d'intégration des populations de religions et de nationalités différentes. Ce point apparaît particulièrement problématique compte tenu que la diversité ethnique et religieuse ne manquera pas de croître à mesure que les flux migratoires augmenteront.

La question environnementale

L'embellie économique du continent africain se fait au détriment de la qualité des terres arables, de la superficie des forêts ou encore du stock de ressources énergétiques et minières qui constituent son capital naturel²⁴. Cette érosion, moteur et victime du renouveau économique actuel, appauvrit le continent et hypothèque la croissance future rendue pourtant indispensable par la dynamique démographique.

Ainsi, la Banque Mondiale²⁵ estime que le capital naturel africain a diminué de 13% entre 1995 et 2005, et de 30% si on tient compte de l'augmentation de la population. Pour ne citer que quelques exemples, 3,4 millions d'hectares de forêt ont disparu chaque année en Afrique entre 2000 et 2010, trois fois plus que la moyenne mondiale, tandis que l'érosion des sols, leur surexploitation (manque de jachère et surpâturage) et la déforestation ont directement contribué à la baisse des rendements agricoles. Si la tendance se poursuit, ces derniers pourraient diminuer de 17 % à 30 % d'ici à 2020, de 50% d'ici 2060²⁶, complexifiant encore davantage les problématiques de sécurité alimentaire. Le continent sera aussi une des premières victimes mondiales du réchauffement climatique : celui-ci va impacter d'une manière encore difficile à cerner mais sans nul doute très importante les rendements agricoles dans

²² « L'Afrique dans 50 ans, vers une croissance inclusive » - Banque Africaine de Développement (2011)

²³ Collier, P., Conway, G., & Venables, T. (2008) : Climate change and Africa. *Oxford Review of Economic Policy*, 24(2), 337-353.

²⁴ Le capital naturel fait référence à la valeur des terres agricoles, pâturages, forêts, zones protégées, ressources énergétiques et minérales.

²⁵ The Changing Wealth of Nations – Measuring Sustainable Development in the New Millennium; Banque Mondiale (2011).

²⁶ « L'Afrique dans 50 ans, vers une croissance inclusive » - Banque Africaine de Développement (2011)

les modes d'exploitation non irrigués en raison de l'instabilité climatique, tandis que les événements extrêmes infligeront des dommages croissants aux populations et à l'économie. La montée des eaux maritimes en zone côtière va également concerner les centaines de millions d'habitants qui vont s'y masser de plus en plus. Le « coût de la croissance » pour les économies africaines pourrait s'en trouver encore relevé.

Si ces questions sont si importantes sur le plan politique, c'est à la fois parce que les contraintes environnementales pourraient faire plafonner la croissance et rendre plus difficile la résolution des défis sociaux du continent, mais aussi parce que la mauvaise gestion des ressources naturelles, les tensions dans l'accès à ces dernières, les mouvements de population générés par les transformations physiques du continent et le climat, auront des impacts directs sur la génération des conflits, leur sévérité, leur durée, leur étendue et finalement la capacité du continent à se projeter comme acteur mondial.

Autant que le défi d'une croissance soutenue, la soutenabilité de la croissance apparaît donc être l'enjeu majeur du développement africain et de son destin politique global. Le continent a certes les moyens, avec des politiques intelligentes, de faire face aux enjeux de la bonne gestion de ses ressources naturelles comme de ses territoires. Mais la prise de conscience de la nature de ces problèmes doit beaucoup progresser dans un continent encore affamé, soumis de l'extérieur à des recommandations de politique économique rarement convergentes, et subissant des pressions considérables de la part d'acteurs publics et privés internationaux dont l'exploitation de ses ressources naturelles est la raison d'être. Sous cet angle, le destin de l'Afrique dépend aussi de la qualité de la gouvernance globale et des politiques mondiales.

*

*

*

Le XXI^{ème} siècle sera celui de l'Afrique.

Nous assistons à la naissance d'un nouveau pôle économique, social, et culturel mondial, qui va chaque année davantage s'affirmer et construire sa place sur la scène internationale. Ce continent va s'imposer géographiquement comme un centre de gravité, posé au confluent de l'Europe, de l'Amérique et de l'Asie.

L'Europe est placée de manière exceptionnelle pour tirer parti de la croissance de son partenaire historique si elle sait saisir les opportunités au moment où il est encore temps. De tous les pays d'Europe, la France est celui qui a le plus besoin de cette nouvelle locomotive dans le train défilant de son commerce extérieur et de son rayonnement. Valorisant sa capacité à faire le lien entre l'Europe et son sud, proche et loin, comme un argument majeur de la légitimité de son leadership au sein de l'Europe, la France a intérêt à favoriser et accélérer la transformation de cet essor économique en force politique. Tout ce qui renforce le Sud renforce la France dans l'Europe. Ainsi la renaissance africaine, aussi imparfaite et lente qu'elle soit, aussi risquée qu'elle demeure, aussi aventureuse qu'elle apparaisse, représente une des rares excellentes nouvelles pour notre pays au début du XXI^{ème} siècle, et une cause de mobilisation enthousiaste de son industrie, de sa finance, de sa culture et de ses acteurs publics.